

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

« Maîtriser la finance et réformer les banques, c'est aussi idiot qu'être contre la pluie »

C'est la thèse de la droite par la voix de M. Baroin, ministre de l'Economie du président sortant. La finance a mené nos pays dans le mur : il n'y a qu'à l'UMP qu'on s'en est pas aperçu...

F. Hollande fait plusieurs propositions concrètes et précises :

- Lutter contre les paradis fiscaux en interdisant à une banque française d'y exercer : cela suppose d'établir une véritable liste noire de ces paradis fiscaux et d'imposer aux banques françaises une transparence totale en la matière. C'est ce que font les Etats-Unis. Même la BNP en 2009 considérait cette mesure comme souhaitable et réalisable.

- Séparer les activités utiles à l'économie réelle des banques et leurs opérations spéculatives. Cette réforme contribuera à la stabilité financière car il n'est pas acceptable que les banques d'investissement soient incitées à développer des activités toujours plus risquées parce qu'elles se financent à faible coût en s'appuyant sur les dépôts des clients. Elle améliorera le financement de l'économie car la crise a montré les conséquences de la « banque casino » sur les consommateurs et les entreprises. Nous ferons une loi pour sanctuariser les activités de banque de détail afin que les dépôts des clients soient protégés des activités de marché. Les activités de marché ne devront pas seulement être séparées, elles devront être assujetties à des règles spécifiques plus dures.

- Interdire les produits financiers toxiques. E concret : ce qu'on appelle le « trading à haute fréquence » – des ordinateurs qui passent des milliers de transactions à la nanoseconde avec pour seul objectif de faire un profit sur des différences de prix infimes. Intérêt pour la croissance et pour l'emploi : zéro ! C'est même potentiellement dangereux car parfois les ordinateurs s'emballent : on l'a vu aux Etats-Unis en 2010 où brusquement les indices boursiers sont devenus fous. F. Hollande veut interdire ces stratégies prédatrices. Le régulateur français devra l'imposer. Et il faudra généraliser cette interdiction au niveau européen : plusieurs textes en cours de discussion pourraient en constituer le support.

- Taxer toutes les transactions financières. Avec ceux de nos partenaires qui le veulent, il faut mettre en œuvre la proposition de la commission européenne, et ne pas se contenter du retour de l'impôt de bourse qui ne permet de taxer que les actions.



VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

- Créer une agence publique de notation adossée au FMI ou à la BCE, en complément des agences privées et tout particulièrement en charge de la notation des Etats et des dettes souveraine.